



PREFET DE LA MARTINIQUE

MARCHE DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(CCAP n° DID972/PCO/SD/HPFDF/Lot 4 Relance du 15 janvier 2018)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de l'Intérieur

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) - Ordonnateur

M Le Préfet de la Martinique

Conducteur d'opération

Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort de France

Objet du marché

Construction du nouvel hôtel de police de Fort de France - 2^{ème} consultation

Lot 4: Revêtements

Consultation suite à résiliation du marché initial

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **27 mars 2018 à 12h00** (heure locale)

Le présent CCAP comporte 31 pages, l'annexe n°1 « nomenclature des pièces » et l'annexe n°2 « calendrier prévisionnel d'exécution recalé au présent DCE lot 4 ».

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

- 1-1- OBJET DU MARCHE – DOMICILE DU TITULAIRE
- 1-2- DESIGNATION DES INTERVENANTS
 - 1-2-1- Maître d'ouvrage
 - 1-2-2- Conducteur d'opération
 - 1-2-3- Maître d'œuvre
 - 1-2-4- Autres intervenants
- 1-3- OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE

- 2-1 – DECOMPOSITION DU MARCHE
 - 2-1-1- Forme du marché
 - 2-1-2- Allotissement
 - 2-1-3- options
 - 2-1-4- Prestations supplémentaires éventuelles
 - 2-1-5- Tranches
 - 2-1-6- Phases
 - 2-1-7- Variantes
 - 2-1-8- Modalités de reconduction
- 2-2- ORDES DE SERVICE
- 2-3- SOUS-TRAITANCE
 - 2-3-1- Désignation de sous-traitants en cours de marché
 - 2-3-2- Modalités de paiement par virement
- 2-4- INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE
 - 2-4-1- Les publics visés
 - 2-4-2- Les modalités de mise en œuvre
 - 2-4-3- Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre
 - 2-4-4- Les modalités de contrôle
 - 2-4-5- Pénalités
- 2-5- MESURE D'ORDRE SOCIAL - REGLEMENTATION DU TRAVAIL
- 2-6- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 4 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

- 4-1 – CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES
- 4-2 – CONTENU DES PRIX
- 4-3 – OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE
- 4-4 – REGLEMENT DES COMPTES - PAIEMENTS
 - 4-4-1- Généralités
 - 4-4-2- Répartition des paiements
 - 4-4-3- Compte prorata
 - 4-4-4- Dépenses de fonctionnement HORS COMPTE PRORATA
 - 4-4-5- Application de la taxe à valeur ajoutée
- 4-5 – VARIATION DES PRIX
 - 4-5-1- Type de variation des prix
 - 4-5-2- Mois d'établissement des prix
 - 4-5-3- Choix des index de référence
 - 4-5-4- Modalités de variation des prix

- 4-5-5- Revalorisation provisoire
- 4-6 – COMPTABLE APUBLIC ASSIGNATAIRE
- 4-7 – DELAIS DE PAIEMENT
- 4-8 – IINTERÊTS MORATOIRES

ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- 5-1 – RETENUE DE GARANTIE
- 5-2 - AVANCE

ARTICLE 6 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- 6-1 – PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX
 - 6-1-1- Période de préparation
 - 6-1-2- Réunions de chantier ou d'OPC
 - 6-1-3- Comptes-rendus des réunions de chantier ou OPC
 - 6-1-4- Prestations d'intérêt commun dues par les entreprises
 - 6-1-5- Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur
- 6-2 – PLANS D'EXECUTION, NOTE DE CALCULS, ETUDES DE DETAIL, DOCUMENT TECHNIQUES, COTES
- 6-3 – ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS
 - 6-3-1- Mesures de sécurité
 - 6-3-2- Effectifs/moyens humains
 - 6-3-3- Encadrement du personnel
 - 6-3-4- Service minimal en cas d'arrêt de travail
 - 6-3-5- Autorisations administratives
- 6-4 – SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER
 - 6-4-1- Obligations du titulaire
 - 6-4-2- Obligations du titulaire vis-à-vis des sous-traitants
 - 6-4-3- Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes
 - 6-4-4- Visites médicales
 - 6-4-5- Comportement du personnel
- 6-5 – CELLULE DE SYNTHESE (Cds)
 - 6-5-1- direction et animation de la cellule de synthèse
 - 6-5-2- Composition et définition de la cellule de synthèse
- 6-6 – ETABLISSEMENT DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.) ET DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR LES OUVRAGES (D.I.U.O)

ARTICLE 7 – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

- 7-1 – NATURE ET PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS
- 7-2 – CARACTERISTIQUES, QUALITE, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS
- 7-3- PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX FOURNIS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 8 – IMPLANTATION DES OUVRAGES

ARTICLE 9 – DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

- 9-1- DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX
- 9-2- PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION
- 9-3 – PRIME D'AVANCE
- 9-4 – PENALITES
 - 9-4-1- Pénalités pour retard dans l'exécution du lot particulier et retard dans la réalisation des interventions successives
 - 9-4-2- Absences aux réunions de chantier ou OPC

- 9-4-3- Infractions aux prescriptions de chantier
- 9-4-4- Non-respect des obligations relatives à l'insertion économique
- 9-4-5- Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi et repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 9-4-6- Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution
- 9-4-7- Inobservations des obligations concernant la sécurité et la protection des travailleurs sur le chantier
- 9-4-8- Inobservations de la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé

ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION, RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

- 10-1 – ESSAIS ET CONTRÔLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX
- 10-2 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES RECEPTION
- 10-3 - RECEPTION
- 10-4- ADMISSION / REFACTION / AJOURNEMENT / REJET
- 10-5- MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGE SOU PARTIES D'OUVRAGE

ARTICLE 11 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

- 11-1 - GARANTIES
 - 11-1-1 - délais de garantie
 - 11-1-2 - Garanties particulières
- 11-2 - ASSURANCES
 - 11-2-1- Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux
 - 11-2-2- Assurance de garantie décennale et CCRD

ARTICLE 12 – MISE EN DEMEURE

ARTICLE 13 – RESILIATION DU MARCHE

- 13-1- RESILIATION POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS LEGALES
- 13-2- AUTRES RESILIATION
- 13-3- EFFETS DE LA RESILIATION

ARTICLE 14 – AVENANTS ET DECISION DE POURSUIVRE

ARTICLE 15 – REGLEMENT DES LITIGES

- 15-1- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER
- 15-2- IINSTANCE CHARGEES DES POCEURES DE RECOURS

ARTICLE 16 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- 16-1- MAÎTRE D'ŒUVRE / MAÎTRE D'OUVRAGE
- 16-2- DEROGATIONS CCAP/CCAG

Article 1	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES
------------------	---

1-1- OBJET DU MARCHÉ – DOMICILE DU TITULAIRE

La consultation concerne les travaux de :

Construction du nouvel hôtel de police de Fort de France (97200).

Lot 4: Revêtements

Consultation suite à résiliation du marché initial

En cours de travaux (hors lot 4), l'entreprise titulaire du lot n°4 - Revêtements - a demandé la résiliation de son marché.

Par décision en date du 08 janvier 2018 le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) a décidé :

- la résiliation de ce marché,
- la relance d'une consultation sur appel d'offres ouvert pour l'attribution d'un nouveau marché.

Prestations globales de l'opération :

L'opération consiste à construire un hôtel de police de 6 637 m² de surface de plancher de locaux tertiaires et un parc de stationnement aérien de 7 740m² de surface dans œuvre, sur un terrain de 5 735m² sur la commune de Fort de France, entre le boulevard du général De Gaulle, la rue du Général Félix Eboué et la rue Redoute Matouba.

Ce bâtiment accueillera plusieurs services de la Police Nationale (DDSP, DIPJ, autres) et du public.

L'établissement est classé en ERP de 5ème catégorie et de type W PS.

Le bâtiment parasismique à structure métallique apparente avec voiles béton en rez-de chaussée comprend un parking silo pour le personnel de 265 places en R+5, des bureaux en R+4 et un parking public de 21 places.

Sans faire l'objet d'une certification HQE, la construction de ce nouvel hôtel de police s'inscrit dans une démarche Haute Qualité Environnementale (HQE) tant au niveau des matériaux que de la réalisation du bâtiment en centre-ville à proximité d'un collège et d'habitations.

Les matériaux mis en œuvre à l'exécution des ouvrages devront être conformes aux documents officiels en vigueur à la date de signature du marché. Les travaux seront exécutés en conformité avec les règles professionnelles contenues dans les codes, normes et différents règlements.

Les marchés de travaux actuellement dévolus sont :

LOT n°	Désignation du lot	Corps d'Etat	Entreprises
1	Gros œuvre	1.1 Fondations spéciales – 1.2 Structure béton – 1.3 Charpente métallique – 1.4 VRD	Groupelement SIMP / Bachy Fondaco / BAUDIN Chateaufort / CDC
2	Clos & couvert	2.1 Façades légères – 2.2 Menuiserie extérieure – 2.3 serrurerie – 2.4 Toitures – 2.5 Etanchéité	SMAC
3	Aménagements intérieurs	3.1 Cloisons et doublages sur ossatures – 3.2 Menuiserie intérieure – 3.3 Faux-plafonds – 3.4 Signalétique	Agence du Bâtiment
4	Revêtements	4.1 Sols souples – 4.2 Peinture et revêtements muraux – 4.3 Revêtements carrelés	ICA SARL Marché résilié. Ce lot fait l'objet de la présente consultation
5	CVC - Plomberie	5.1 Climatisation et ventilation – 5.2 Plomberie et sanitaire	IDEX
6	Electricité	6.1 Electricité courants forts – 6.2 Electricité courants faibles	EGER
7	Ascenseurs	7.1 Ascenseurs	Thyssenkrupp

Le bâtiment est, au moment du lancement de la présente consultation lot n°4, édifié jusqu'aux derniers niveaux mais n'est pas encore hors d'eau ni hors d'air.

Prestations propres au lot 4 :

Le lot n°4 comporte les corps d'état : 4.1 Sols souples – 4.2 Peinture et revêtements muraux – 4.3 Revêtements carrelés.

L'ancien titulaire du lot n°4 n'a réalisé aucuns travaux. Seules des prestations d'études EXE ont été réalisées et seront à la disposition du nouveau titulaire du lot. Ces prestations d'études EXE seront à réaliser de nouveau par le titulaire du nouveau marché de travaux lot n°4.

Les interventions du nouveau titulaire du lot n°4 – Revêtements devront s'insérer dans le calendrier prévisionnel d'exécution recalé de l'OPC mis en annexe n°2 au CCAP.

Le candidat assumera sa part des dépenses au compte-prorata à compter de la date de notification de son marché sans pouvoir y faire opposition.

L'Entreprise doit prendre connaissance de la disposition des lieux, des possibilités d'accès, des sujétions d'approvisionnement et de stockage des matériaux et matériels in situ ainsi que de toutes les sujétions particulières d'exécution propres à l'opération.

Le prix comprend implicitement toutes les sujétions et difficultés inhérentes aux travaux. Il comprend également la protection des ouvrages existants et la protection des propres ouvrages de l'entreprise jusqu'à la réception des travaux et la levée des réserves.

L'Entreprise est réputée avoir pris connaissance de la disposition des lieux, des possibilités d'accès, des sujétions d'approvisionnement et de stockage des matériaux et matériels in situ ainsi que de toutes les sujétions particulières d'exécution propres à l'opération.

Le prix comprend implicitement toutes les sujétions et difficultés inhérentes aux travaux. Il comprend également la protection des ouvrages existants et la protection des propres ouvrages de l'entreprise jusqu'à la réception des travaux et la levée des réserves.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites auprès de la mairie du lieu d'exécution des travaux, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

L'Entrepreneur est réputé connaître, pour s'en être personnellement rendu compte, la nature des lieux, la situation des travaux ainsi que les risques et sujétions qu'elles peuvent entraîner.

L'Entrepreneur reconnaît avoir, avant la remise de son offre, pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des sujétions particulières d'exécution qui en résultent, des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.

L'Entrepreneur ne pourra en outre se prévaloir de ces diverses sujétions pour éluder les obligations de son marché.

Il est rappelé que l'Entrepreneur est entièrement responsable des dommages et accidents de toute nature pouvant résulter de l'exécution des travaux.

Par ailleurs, l'Entrepreneur est appelé à accomplir en temps voulu toutes les formalités administratives nécessaires à l'obtention des diverses autorisations délivrées par les autorités responsables de la sécurité de façon à en disposer dès le début des travaux.

1-2- DESIGNATION DES INTERVENANTS

1-2-1- Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Ministère de l'Intérieur.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) et ordonnateur est M Le Préfet de la Martinique.

L'ordonnateur délégué est le Service Administratif et Technique de la Police Nationale
80 rue de la République
Immeuble Gallièni
BP 652 - 97263 FORT DE FRANCE

1-2-2- Conducteur d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort-de-France.
Morne Desaix
BP 614 – 97261 Fort de France Cedex.

1-2-3- Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'équipe :
Le Drian / SCPA Dervain – van The / OTEIS / CETE / ROOKE
68 rue Hoche – 97170 Bagnolet
Le mandataire de ce regroupement est l'architecte Le Drian.
Ce groupement a une mission de base MOP avec EXE pour les corps d'état structure et fondations, terrassements complémentaires liés aux fondations et synthèse pour l'ensemble des corps d'états.

L'équipe de maîtrise d'œuvre s'est vu confiées les missions complémentaires suivantes ;

- démarche environnementale,
- simulation dynamique énergétique du bâtiment,
- signalétique,
- acoustique,
- mobilier,
- DPGF détaillée.

La mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des déchets de chantier et coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI).

1-2-4- Autres intervenants

Contrôle technique (CT) :

Le contrôle technique est assuré, dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978, par ANCO Martinique 49 immeuble Panorama boulevard de la Marne 97200 Fort de France.

Il lui a été confié les missions ;

Missions de base : L + S

Missions complémentaires: PS + Hand + Av + P1 + HYG + F + TH + PH.

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent les phases "conception" et "exécution" des ouvrages.

Coordination Sécurité - Protection de la santé (CSPS) :

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et à son décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994, cette opération est classée en 1^{ère} catégorie.

A ce titre, le Maître d'Ouvrage a désigné la société:

« CEDEC SARL »,

comme coordonnateur SPS "Conception et Réalisation", au sens des articles L.4532-2 et R.4532-20 à R.4532-22, R.4532-6 à R.4532-9, R.4532-11 à R.4532-16 du Code du Travail.

Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC) :

La mission d'OPC est assurée par Egisbâtiments Antilles Guyane 9 rue des Alpinias – Didier 97200 Fort de France

1-3- OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG Travaux en matière de confidentialité.

Les consignes particulières d'accès au site pour ce chantier sont les suivantes ;

Contrôle nominatif :

Suivant CCTP 0 et PGCSPS.

Contrôle d'accès :

Suivant CCTP 0 et PGCSPS.

Article 2	CARACTERISTIQUES DU MARCHE
------------------	-----------------------------------

2-1- DECOMPOSITION DU MARCHE

2-1-1- Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

2-1-2- Allotissement

Les prestations nécessaires à la réalisation de l'opération sont décomposées en 7 lots traités en marchés séparés comme précisé à l'article 1.1 du présent règlement de consultation.

L'objet de la présente consultation concerne le lot 4 – Revêtements.

2-1-3- Options

Il n'est pas prévu d'option pour le lot n°4.

2-1-4- Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas autorisé de PSE pour le lot n°4 ;

2-1-5- Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2-1-6- Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

2-1-7- Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-1-8- Modalités de reconduction

Le présent marché n'est pas reconductible.

2-2- ORDRES DE SERVICE

Les ordres de service datés et numérotés sont signés par le Maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG-Travaux

2-3- SOUS-TRAITANCE

2-3.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Conformément à l'article 133 du décret n°216-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (DRMP), le titulaire d'un marché public peut, dans les conditions prévues par l'article 62 de l'ordonnance n°20156899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les conditions d'acceptation d'un sous-traitant sont spécifiées aux articles 134 et 135 du DRMP.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration de sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article 51.II du décret relatif aux marchés publics ou sous le coup d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays ;

-une attestation sur l'honneur indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du Code du travail.

2-3.2 Modalités de paiement direct par virement

Le sous-traitant payé directement adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 183 du décret relatif aux marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

2-4- INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le Maître d'Ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'article 38.I de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Le Maître d'ouvrage a pour cela mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Ce dispositif est identifié à l'article 2-4 du CCAP. L'attributaire du marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il s'engage à réserver dans l'exécution de son lot un nombre d'heures d'insertion, sur la durée du marché, au moins égal à **1120 heures**.

ATTENTION :

LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RÉSERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.

UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS À CETTE CONDITION D'EXÉCUTION SERA DÉCLARÉE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.

2-4-1- Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature est validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné à l'article 2-4-4.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera soumise à l'avis du facilitateur précisé à l'article 2-4-3 ci-dessous.

2-4-2- Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

-1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion,

-2ème modalité : la mise à disposition de salariés ;

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

-d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail)

-d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification

-d'une association intermédiaire

-3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

2-4-3- Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du facilitateur CACEM, le titulaire fournit chaque mois (avec la facture), tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le facilitateur CACEM peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur CACEM, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des travaux, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

2-4-4- Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion économique

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **20 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **50 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

2.5 – MESURE D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.8253-15 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans

l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

2.6 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Article 3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE
------------------	---------------------------------------

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité décroissant. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradictions ou de différences entre elles. L'exemplaire original de ces pièces est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

A - Un projet de marché comprenant :

- Le formulaire **ATTRI1** valant Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles indiquant la nature et le montant des prestations données en sous-traitance établis postérieurement à la notification du marché, à compléter sans porter des modifications, tamponner, dater et signer,
- Eventuellement l'**attestation de mise à disposition** tamponner, dater et signer,
- **La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),**
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
 - o Nomenclature du dossier de consultation,
 - o Calendrier détaillé des travaux indice 03,
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), constitué :**
 - o du CCTP n°0 commun à tous les lots et ses annexes listées dans la « nomenclature du dossier de consultation » annexée au CCAP,
 - o du CCTP propre au lot n°4,
 - o des plans architecturaux, les plans et schémas techniques selon la « nomenclature du dossier de consultation » annexée au CCAP,
 - o des plans et schémas techniques selon la « nomenclature du dossier de consultation » annexée au CCAP,
 - o des annexes aux pièces techniques selon la nomenclature selon la « nomenclature du dossier de consultation » annexée au CCAP,
 - o du mémoire justificatif des dispositions envisagées par l'entrepreneur, après mise au point éventuelle,
 - o des fiches techniques détaillées des produits et fournitures remis par le candidat avec son offre,
- **Le rapport initial de Contrôle technique,**
- **Le plan général de coordination SPS (PGCSPS) et ses évolutions ultérieures,**
- **Le règlement du CISSCT,**
- **La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) du lot n°4 et complétée par le candidat à l'appui de son offre.**
- **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 08 septembre 2009,**

- Les fascicules du cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux,
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du ministère chargé de l'économie et des finances,

B - Pièces délivrées à l'entrepreneur :

Les pièces suivantes sont délivrées sans frais en application du 2 de l'article 4 du C.C.A.G. Travaux :

- a) à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, les pièces particulières constituant le marché et des pièces contractuelles postérieures à sa conclusion,
- b) sur leur demande, à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, aux éventuels co-traitants et sous-traitants payés directement, les pièces nécessaires pour le nantissement ou la cession de leurs créances.

Article 4	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES
------------------	--------------------------------------

4-1- CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire mentionné dans l'acte d'engagement et repris dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 mentionné à l'acte d'engagement.

Les prix sont libellés en euros et sont réputés complets. Le taux de TVA est celui en vigueur en Martinique.

4-2- CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont hors TVA.

En complément de l'article 10.1.1 du CCAG-Travaux, ils tiennent compte des sujétions suivantes :

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes **sous réserve que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et que ceux-ci soient au contact direct des intempéries :**

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
VENT	30 m/sec	Pointes
PLUIE	52 mm/jour	Pluie répétitive sur une durée de 7 jours consécutifs
TEMPERATURE	Supérieure ou égale à +33° C	10 jours consécutifs ou selon avis technique de mise en œuvre.

*Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : station météo **Le Lamentin (972)***

Ces prix sont établis en prenant en compte :

- les dépenses de fonctionnement de chantier,
- les sujétions que sont susceptibles d'entraîner les mouvements du personnel et du matériel de l'établissement à travers ses installations,
- les dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait de la nature du chantier,
- les sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots,
- que les prix afférents au lot assigné au titulaire sont réputés comprendre, outre sa participation au compte des dépenses communes telles qu'elles sont indiquées à l'article 4-4-3 du présent C.C.A.P et article 0.10.11 du CCTP 0, les parts de dépenses qui lui sont attribuées en propre à ce même article,
- le coût des mesures de sécurité réglementaires nécessaires pour protéger les biens et les personnes des risques liés aux activités du titulaire, notamment en matière d'incendie,

- sans que soient prises en compte les sujétions d'exécution suivantes :

- la découverte en cours de terrassement de maçonneries anciennes ou de canalisations inconnues, les démolitions ou détournements qui en résultent ;
- la découverte en cours de fouille :
 - de roches ou de matériaux différents de ceux que le dossier de consultation laisse prévoir et nécessitant des moyens spéciaux de terrassements,
 - de vestiges anciens, laquelle conduirait à l'intervention des services des affaires culturelles et à une interruption de chantier,
- la découverte de structures différentes de celles indiquées au dossier de consultation ou d'ouvrages prévus à conserver mais dont le remplacement serait nécessaire.

Les prix du marché ne comprennent pas la rémunération du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé à la charge du maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de son lot, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes:

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix, toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).
- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché. Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Compte-tenu du contexte particulier de cette consultation après résiliation du marché initial, il est précisé à l'entrepreneur que :

- les prestations d'études EXE déjà réalisées par l'entreprise du marché initial lot n°4 devront de nouveau être réalisées par le titulaire du présent marché lot n°4. Les études EXE déjà réalisées par le précédent titulaire du marché initial lot n°4 seront remises gratuitement au nouveau titulaire de ce lot,
- aucune autre prestation chantier n'a été réalisée par le titulaire du marché initial lot n°4,
- l'entrepreneur adjudicataire de ce nouveau lot n°4 réalisera la réception des supports de dalles réalisés par l'entreprise du lot 1 – Gros œuvre,
- l'entrepreneur adjudicataire de ce nouveau lot n°4 devra insérer ses prestations dans le « calendrier prévisionnel d'exécution recalé au présent DCE lot 4 » joint en annexe au CCAP,
- l'entrepreneur adjudicataire de ce nouveau lot n°4 assumera financièrement la part du lot au compte-prorata du chantier suivant dispositions déjà arrêtées par les entreprises des autres lots sans pouvoir les remettre en cause. La date de prise en compte, par le nouveau marché lot n°4, des dépenses du compte-prorata est la date de notification de son marché.

4-3- OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE

L'entrepreneur devra fournir sur demande du Maître d'œuvre tout document lui permettant d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par l'entrepreneur (sous-détail de chacun des prix du cadre des prix unitaires, décomposition de l'état de certains prix, de l'état des prix forfaitaires selon la décomposition type jointe).

4-4- REGLEMENT DES COMPTES - PAIEMENT

4-4-1- Généralités

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par un **prix global et forfaitaire**.

Le règlement des comptes sera effectué mensuellement conformément à l'article 13.1 du CCAG-Travaux.

Les projets de décompte seront conformes aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier. Ils seront en trois (3) exemplaires, remis en main propre, contre récépissé, au maître d'œuvre, ou adressées en lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

**SCPA DERVAIN-VAN THE
332 Le Vieux Moulin de Didier 97200 FORT-DE-FRANCE**

Les éléments qui ne seront pas remis ou adressés selon les modalités ci-dessus seront réputés ne pas avoir été reçus.

Le titulaire devra fournir un état prévisionnel des paiements comprenant approvisionnement, avances, provisions pour révisions de prix, mois par mois, en fonction du planning contractuel et des prix initiaux.

Les prix, établis hors TVA, seront majorés du taux de la TVA en vigueur au moment de l'établissement des pièces de mandatement. Ils comprennent ;

- le montant des travaux à payer tel qu'arrêté à la fin du mois précédent, ce montant étant établi à partir des « prix de base » figurant dans le marché y compris les rabais ou majorations,
- le montant de la révision des prix à régler à l'entreprise sachant que le calcul lui appartient tout en respectant les conditions prévues à l'article « variation des prix » du présent document.

La décomposition des prix forfaitaires servira, d'une part, à l'établissement des projets de décomptes et, d'autre part, à l'estimation et au règlement de travaux modificatifs pouvant intervenir en cours d'exécution.

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.2.1 du CCAG travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur établit et adresse directement à l'entrepreneur l'état d'acompte mensuel par simple lettre et le décompte général par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Les travaux, objets du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

4-4-2- Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire du marché et à ses sous-traitants ;
- à l'entrepreneur mandataire titulaire du marché, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Le sous-traitant payé directement adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 98 du Code des marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

4-4-3- Compte prorata

La prise en charge de certaines dépenses d'intérêt commun nécessite la création, entre les entreprises, d'un compte prorata. Pour la gestion et le règlement de ce compte, les entreprises sont invitées à s'inspirer de l'annexe C de la norme française NF P 03-001, édition décembre 2000 : CCAG TYPE marchés privés, gestion et règlement du compte prorata.

La gestion du compte prorata est tenue par le lot 1-Gros œuvre.

Toutes les Entreprises participent au compte prorata.

Les dépenses du compte prorata énumérées au CCTP 0 sont à exécuter dans le cadre marché global et forfaitaire.

Elles sont incluses dans les prix globaux et forfaitaires des entreprises au prorata du montant de leur marché.

L'ensemble des entreprises devra remettre au cours de la préparation de chantier ses besoins en énergies au gestionnaire du compte (puissance électrique, besoin fluides et toutes énergies, effectifs...)

L'entrepreneur adjudicataire de ce nouveau lot n°4 assumera financièrement la part du lot au compte-prorata du chantier suivant dispositions déjà arrêtées par les entreprises des autres lots sans pouvoir les remettre en cause. La date de prise en compte, par le nouveau marché lot n°4, des dépenses du compte-prorata est la date de notification de son marché.

4-4-4- Dépenses de fonctionnement Hors compte prorata

Les prestations d'installation de chantier à charge du lot 1 Gros-œuvre sont définies à l'article 0.10 du CCTP 0.

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et immédiatement après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'aux lieux de stockage déterminés.
- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé.

4-4-5- Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Il est à noter que le taux de TVA en vigueur en Martinique sera appliqué aux prestations (8.5% actuellement).

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

4-5- VARIATION DES PRIX

4-5-1- Type de variation des prix

Les prix du présent marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Le fait de présenter une offre de prix emporte acceptation de la formule de variation des prix considérée comme un des éléments déterminants du marché et ne pouvant être remis en cause ultérieurement.

4-5-2- Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le candidat a remis son offre de prix. Ce mois est appelé « mois zéro » (Mo).

4-5-3- Choix des index de référence

Les index de référence (I) choisis en raison de leur structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché correspondent aux indices suivants :

Lot		Corps d'état	Index à utiliser pour tous les prix du corps d'état concerné
4	REVETEMENTS		
	4,1	SOLS SOUPLES	BT10
	4,2	PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX	BT46
	4,3	REVETEMENTS CARRELES	BT09

Les index sont publiés sur le site de l'INSEE.

4-5-4- Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule : $C_n = 0,15 + 0,85 (I_n / I_o)$ dans laquelle Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché ou du corps d'état concerné respectivement au mois zéro et au mois n. La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Pour l'application de ces dispositions, la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution de la prestation de chaque lot est celle qui est fixée par le calendrier détaillé d'exécution visé au 4.1 ci-après.

4-5-5- Revalorisation provisoire

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

Dans le cas de travaux modificatifs, les décomptes d'ouvrages établis à valeur du mois Mo, seront réajustés par application du coefficient de variation de prix calculé comme il est indiqué ci-dessus.

4-6- COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE

Le comptable public assignataire des paiements est désigné ci-après :

Monsieur le directeur régional des finances publiques de Martinique (DRFIP)

4-7- DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder trente jours conformément aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 pris en application du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

Le délai de paiement court à partir de la date de réception de la facture chez le maître d'œuvre conforme au cahier des charges et non sujette à contestation.

Toutefois, le délai court de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

4-8- INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les textes précédemment mentionnés fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement s'ajoute systématiquement au montant des intérêts moratoires."

Article 5	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE
------------------	--

5-1- RETENUE DE GARANTIE

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% dans les conditions prévues aux articles 101, 102 et 103 du code des marchés publics.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article 102 du code des marchés publics.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article 103 du code des marchés publics.

La caution personnelle et solidaire est refusée.

5-2- AVANCE

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article 110-II 1° du DRMP. Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

L'avance accordée au titulaire du lot n°4 se fera dans les conditions de l'article 110 –II 1° du DRMP.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article 88 du code des marchés publics. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché.

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

Article 6	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX
------------------	---

6-1- PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX**6-1-1- Période de préparation**

Il est fixé une période de préparation de UN (1) mois.

Cette période n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux. Elle commence à courir à compter de la notification du marché.

Il sera procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

Dès la notification du marché et préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- Nomination des sous-traitants non encore déclarés,
- Obtention des autorisations administratives auprès des divers concessionnaires,
- Vérification des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG-Travaux et à l'article 6.2 du présent CCAP,
- Etat des lieux réalisé avec le Maître d'œuvre,

- Obtention des laissez-passer pour l'ensemble des personnels susceptibles d'intervenir sur le chantier,
- Visite avec le coordonnateur SPS pour l'établissement du PPSPS,
- Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, chaque entrepreneur doit désigner un interlocuteur unique durant tout le temps de la préparation et de l'exécution des travaux,
- Et toutes prestations à exécuter au préalable à tout démarrage de chantier et mentionnées dans la note d'organisation de chantier, le CCTP 0, le PGCSPPS et la charte de chantier propre.
- Le calendrier d'exécution des plans EXE et des travaux propres à chaque lot devront être transmis à l'OPC, pour l'établissement du planning « tous corps d'état » détaillé intégrant tous les lots.

Pendant la période de préparation de chantier, il sera procédé notamment aux opérations ci-après :

- Etablissement par les entrepreneurs et présentation au visa du Maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28-2 du CCAG-Travaux, du programme d'exécution des travaux, projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier (PIC) indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- Concertation avec le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) qui établit le calendrier détaillé d'exécution des travaux et le calendrier d'élaboration des documents techniques. Ces calendriers seront à accepter par toutes les entreprises puis notifiés par ordre de service,
- Mise au point des SOPAQ et SOGED en lien avec le maître d'œuvre, l'OPC et le coordonnateur SPS,
- Si nécessaire les demandes de permissions de voirie pour l'amenée des matériaux sur site. Il est précisé qu'une recette à matériaux est mise en place. Elle est à disposition des entreprises et le coût de son installation et fonctionnement est imputé au compte-prorata,
- Le lot n°4 n'est pas concerné par la procédure DICT (Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux),
- Et toutes prestations à exécuter au cours de la préparation de chantier et mentionnées dans la note d'organisation de chantier, le CCTP n°0, le PGCSPPS et la charte de chantier propre.

6-1-2- Réunions de chantier ou d'OPC

- Les réunions de chantiers hebdomadaires sont fixés au vendredi 8h00. L'entrepreneur est tenu d'être présent ou représenté à toutes réunions sans exception. L'exactitude sera de rigueur,
- Conformément à l'article 3.9 du CCAG, chaque entrepreneur ou son représentant désigné s'y rend toutes les fois qu'il en est requis par le maître d'œuvre ou l'OPC. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.
- En cas de groupement, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.
- Pour éviter les temps de présence inutiles des responsables d'entreprises, le maître d'œuvre ou l'OPC s'attacheront à ne convoquer aux réunions de chantier que les entreprises dont la présence est nécessaire au suivi des travaux en cours et aux études. Les présences requises seront éventuellement échelonnées selon les horaires indiqués aux convocations.

Des réunions plénières seront organisées selon nécessités.

- Rendez-vous de chantier exceptionnels : en cas d'urgence, le maître d'œuvre ou l'OPC peuvent convoquer un entrepreneur qui sera tenu d'y assister sous réserve d'être prévenu 24h à l'avance. L'entrepreneur pourra y déléguer son représentant ayant pouvoir pour dégager l'entreprise et donner, sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.
- la présence des entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, et mention du fait est portée sur le compte-rendu de réunion de chantier visé ci-après.

- l'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

Nota bene : la personne représentant l'entreprise doit parler français.

6-1-3- Comptes-rendus des réunions de chantier ou d'OPC

Le Maître d'œuvre rédige, après chaque réunion de chantier, un compte rendu sur lequel sont inscrits tous constats, instructions ou observations ne faisant pas l'objet de notifications écrites par une voie différente. Il pourra également y être adjoint un compte rendu de réunion de chantier établi par le pilote et spécifiques aux questions de coordination de l'opération.

Ils sont diffusés par courriel à toutes les entreprises qui sont tenues d'en prendre connaissance dès réception.

Ce ou ces comptes rendus du rendez-vous de chantier établi par la maîtrise d'œuvre et l'OPC ont valeur de procès-verbal de la réunion après approbation des participants. Sans remarque sous 4 jours, les comptes rendus sont actés.

Les instructions portées par la Maîtrise d'œuvre sur le compte rendu du rendez-vous de chantier de ce dernier valent ordres d'exécution pour chaque entrepreneur intéressé.

6-1-4- Prestations d'intérêts communs dues par les entreprises

Suivant prescriptions indiquées au CCTP 0.

6-1-4- Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Si un des marchés de l'opération est résilié par application des articles 46 ou 48 du C.C.A.G., le représentant du pouvoir adjudicateur désigne le titulaire d'un des marchés de l'opération (en général le marché le plus important) afin d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce, jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde seront à la charge du marché résilié.

6-2- PLANS D'EXECUTION, NOTE DE CALCUL, ETUDES DE DETAIL, DOCUMENTS TECHNIQUES, COTES

Les plans d'exécution à charge des entreprises devront être communiqués durant la période de préparation du chantier.

Des optimisations dimensionnelles d'éléments de structure peuvent être autorisées par le maître d'œuvre sous réserve de respecter les performances des notes de calculs généraux et modèles du maître d'œuvre, et de recueillir l'avis favorable du contrôleur technique.

6-3- ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS

6-3-1-Mesures de Sécurité

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 4 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et de l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.

De plus, le titulaire déclare avoir pris connaissance de l'instruction 300612/DEF/DFP/PER/5 du 16 Mars 1998 relative à certaines dispositions de prévention applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un organisme du ministère de la défense et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités auxquelles il doit se soumettre, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Emploi d'explosifs :

L'emploi d'explosif est interdit

Mesures de sécurité contre l'incendie :

a) Travaux par points chauds - permis de feu.

Tous les travaux par point chaud devront faire l'objet d'une demande de permis de feu. Ce document sera visé par le représentant du maître d'œuvre. Il sera inséré dans le registre de prévention du chantier et une copie sera transmise systématiquement au chargé de prévention du camp.

b) Protection contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- la présence obligatoire, sur le chantier et dans les véhicules, d'extincteurs en état de marche,
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant tous les arrêts de travail, le contrôle des mesures de sécurité.

c) Travaux d'électricité

Les personnels de l'entreprise chargée des travaux de l'électricité (et ses sous-traitants) doivent :

- Détenir le recueil UTEC 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsables de consignation de travaux ou d'intervention ;
- Etre en possession des habilitations annuelles requises délivrées en fonction de leur qualification ;
- Procéder à l'affichage des consignes de sécurité propres au(x) lieu(x) d'intervention.

Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone :

Dès la phase de préalerte, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier :

- arrimage des installations de chantier et des éventuels locaux provisoires ;
- sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux ;
- sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation ;
- sécurisation des zones de chantier.

Une personne sera désignée lors de la première réunion de chantier pour l'ouverture et la fermeture du chantier. Elle sera responsable des clefs, des lumières et autre éléments.

La garde du chantier est de la responsabilité des entreprises.

Protection de l'environnement, des biens et des personnes :

La mise en place, le suivi et le contrôle du respect des mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier.

Protection des eaux superficielles et souterraines :

Sans objet pour le lot n°4.

Dommmages causés à un tiers :

L'Entrepreneur prendra toutes les mesures pour éviter les dommages aux tiers (cf. article 31.7 du C.C.A.G.). Cette clause s'applique notamment au maintien de la circulation et aux nettoyages sur les voies privées et les accès aux parcelles riveraines des travaux.

Il devra prendre toutes dispositions pour limiter les bruits émis par le chantier.

Il sera responsable de tous les dommages causés aux tiers, et il sera tenu de payer toutes indemnités pour trouble de jouissance (cf. article 35 du C.C.A.G.).

Nuisances acoustiques :

L'Entreprise doit respecter la réglementation en vigueur pour l'ensemble de ces activités des travaux. Notamment concernant le bruit des engins de chantiers, le bruit de toutes les installations ; concernant les horaires des travaux, ou encore la protection du personnel en matière de bruit.

L'entrepreneur devra utiliser des matériels fixes et mobiles conformes aux prescriptions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments et l'arrêté du 21 janvier 2004 qui modifie les arrêtés du 11/04/1972, 17/06/1987, 12/05/1997 sur les matériels et engins de chantier et de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation du bruit émis dans l'environnement par les installations classées.

Il devra, par ailleurs, vérifier l'homologation des engins de chantier pour leur niveau sonore par rapport à la réglementation en vigueur. Les certificats de conformité acoustique de l'ensemble des engins et matériels présents sur le chantier seront fournis au Maître d'œuvre systématiquement.

Poussières :

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur la gravité que peuvent provoquer les poussières résultant des travaux (terrassements, démolition, fabrication des produits et transport en particulier) et aussi sur la gêne aux lieux habités.

L'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission des poussières notamment par temps sec et vent fort. Le Maître d'Œuvre se réserve le droit d'imposer à l'entreprise toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard, en particulier l'arrosage abondant et permanent des pistes de chantier et/ou l'arrosage ou le capotage des postes de concassage. En cas de non-respect des demandes du Maître d'Œuvre, celui-ci pourra faire exécuter par un tiers aux frais de l'Entreprise, les mesures qu'il juge indispensables.

6-3-2- Moyens humains

Le maître d'ouvrage peut exiger le remplacement immédiat de tout agent dont elle ne s'estime pas satisfaite.

6-3-3- Encadrement du personnel

Pour chaque lot, le titulaire désignera un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et de l'application des clauses techniques. Il sera le correspondant exclusif représentant le titulaire auprès de la MOE et transmettra son numéro de téléphone pour appel direct ainsi que son numéro de portable et son adresse courriel qui seront inscrits sur les comptes rendus de chantier MOE.

Cet agent informera la maîtrise d'œuvre et la conduite d'opération de tous les problèmes rencontrés dans l'exécution des prestations.

Le titulaire de chaque lot désignera également un « référent vert » qui veillera au bon respect des préconisations inscrites dans la charte de chantier propre et dans le SOGED.

6-3-4- Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, le titulaire est tenu d'assurer un service minimum indispensable au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter un service minimum, l'administration y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire et notamment en faisant appel à une entreprise de nettoyage pour exécuter les prestations.

Les mesures qui seront prises dans ce cas seront limitées à la grève. Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'administration par tous les moyens de droit. Leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues. Le titulaire et ses sous-traitants sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève. Il est souligné que la grève du personnel du titulaire (ou de ses sous-traitants) ne constitue pas un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par l'administration.

6-3-5- Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-Travaux, l'entreprise fera son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, des permissions de voirie nécessaires ainsi que toutes autorisations nécessaires à l'exécution de l'opération.

La copie de toute correspondance relative à ces démarches est à transmettre au Maître d'ouvrage, maître d'œuvre et SPS.

6-4- SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître de l'Ouvrage et le Maître d' Œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître de l'Ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Pour sa part, l'Entrepreneur mettra en place un correspondant sécurité en charge du respect des règles et des dispositifs de sécurité sur le chantier et qui sera le correspondant particulier du coordonnateur sécurité.

La loi du 31 décembre 1993 et les décrets 94-1159 du 26 décembre 1994 et 95-453 du 04 mai 1995 relatifs au développement de la prévention des accidents de travail, définissent les nouvelles dispositions en matière de prévention et de coordination pour les opérations de Bâtiment et de Génie Civil. Tous les intervenants à l'acte de construire sont tenus de s'y référer.

Autorité du coordonnateur S.P.S

Le coordonnateur S.P.S doit informer le Maître de l'Ouvrage et le Maître d' Œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. **Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.**

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. **Les reprises, décidées par le Maître de l'Ouvrage,** après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Pour sa part, l'Entrepreneur mettra en place un correspondant sécurité en charge du respect des règles et des dispositifs de sécurité sur le chantier et qui sera le correspondant particulier du coordonnateur sécurité.

Moyens donnés au coordonnateur S.P.S

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S

Le coordonnateur S.P.S a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire de chaque lot

- Le titulaire de chaque lot communique directement au coordonnateur S.P.S :
 - Son P.P.S.P.S et celui de chaque sous-traitant ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - dans les 15 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;
- Le titulaire de chaque lot s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S
- Le titulaire de chaque lot informe le coordonnateur S.P.S :
 - de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
 - de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;
- Le titulaire de chaque lot donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire de chaque lot et le coordonnateur S.P.S est soumis au Maître de l'Ouvrage.
- A la demande du coordonnateur S.P.S le titulaire de chaque lot vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

6-4-1- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS, les documents suivants, pour approbation :

- le PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ainsi que ceux demandés par le coordonnateur ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

6-4-2- Obligations du titulaire vis-à-vis des sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans tous les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

6-4-3- Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, seront conformes à la réglementation en vigueur.

6-4-4- Visites médicales

Les visites médicales seront conformes aux règles édictées dans le code du travail.

6-4-5- Comportement du personnel

Le personnel doit faire preuve de discrétion professionnelle (conformément aux règles définies par le code pénal) pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions (CCAG-Travaux - Article 5.1).

6-5 – CELLULE DE SYNTHÈSE (Cds)

6-5-1- Direction et animation de la cellule de synthèse

La cellule de synthèse est dirigée et animée par le maître d'œuvre.

Le directeur de la cellule de synthèse (Cds) a, à sa charge :

- l'établissement des ordres du jour (diffusé au moins 48h à l'avance),

- l'avancement des travaux de la CdS, sous réserve de la participation effective des intervenants dûment convoqués,
- la diffusion des plans et coupes de synthèse produits par le BE SYNTHESE de l'entreprise attributaire,
Ces documents seront diffusés en informatique à chaque corps d'états via une « boîte à plans ». Ils ne seront pas diffusés sur support papier.
- la rédaction et la diffusion des comptes rendus de réunions de la CdS,
- les moyens matériels pour la CdS.

6-5-2- Composition et définition de la cellule de synthèse

Suivant prescriptions du CCTP 0

6-6 – DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E) ET DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR LES OUVRAGES (D.I.U.O.)

Suivant articles 29.1 et 40 du CCAG travaux.

Article 7	PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX - PERFORMANCES TECHNIQUES
------------------	---

7-1- NATURE ET PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les C.C.T.P. fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

En outre, par application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

7-2- CARACTERISTIQUES, QUALITE, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les C.C.T.P. définissent les compléments et dérogations éventuelles à apporter aux dispositions du C.C.A.G./Travaux et du C.C.T.G./Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par le maître d'œuvre.

Les C.C.T.P. précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché ou les normes en vigueur.

7-3- PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Sans objet

Article 8	IMPLANTATION DES OUVRAGES
------------------	----------------------------------

Suivant plans d'exécution et PAC réalisés par le MOE ou autres lots.

9-1- DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Délai global d'exécution :

Le délai global d'exécution des travaux du « reste à faire » pour l'ensemble des marchés de travaux à **compter du démarrage des travaux du lot n°4** est de **15 mois** non compris la période de préparation du chantier d'une durée d'1 mois (article 3-9-1) et non compris la phase OPR d'une durée de 2 mois

Délai d'exécution propre au lot n°4 :

Le délai d'exécution propre au marché lot n°4 est de 11 mois intégré dans le délai global du « reste à faire » de l'opération qui est de 15 mois le tout comme stipulé au paragraphe B5 du document « ATTRII » valant Acte d'Engagement et dans les conditions stipulées à l'article 9-1 du CCAP.

Ce délai court à partir de la date fixée par l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur, titulaire du marché du lot n°4 « Revêtement », de commencer les travaux qui lui incombent.

9-2- PROLONGATION DE(S) DELAI(S) D'EXECUTION

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG travaux, **sous réserve que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et que ceux-ci soient au contact direct des intempéries**, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles par lot est fixé à : **20 jours**.

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution d'un marché ne sont relatives qu'à ce seul marché. Elles ne peuvent pas concerner des travaux réalisés à l'intérieur de locaux mis hors d'eau ou hors d'air.

L'entrepreneur dont le chantier est arrêté doit en informer immédiatement le maître d'œuvre par tout moyen écrit (télécopie, message électronique,...).

Les prolongations de délais relevant de l'article 19.2.3 du CCAG travaux (intempéries) font l'objet d'un ordre de service du maître d'œuvre.

Les prolongations de délais relevant de l'article 19.2.2 du CCAG travaux sont décidées par le représentant du pouvoir adjudicateur qui la notifie au titulaire.

9-3- PRIME D'AVANCE

Il n'y a pas de versement de primes d'avance.

9-4- PENALITES

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

Les pénalités sont toutes cumulables.

Conformément au CCAG Travaux, les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA et font l'objet de la formule de variation prévue au marché.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

9-4-1- Pénalités pour retard dans l'exécution dans le cadre du délai particulier affecté au marché et retard dans la réalisation des interventions successives

Les pénalités sont appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution du lot et la date d'expiration des travaux de ce marché fixée au calendrier détaillé d'exécution. Les pénalités pour retard dans la réalisation des interventions successives pourront être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux d'un autre lot.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, ces pénalités, par jour calendaire sont fixées à :

- Pour le lot 4 : une pénalité de **400 Euros**.

9-4-2- Absences aux réunions de chantier ou OPC

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC, une **pénalité de 100 Euros** sera appliquée à tout entrepreneur absent.

Une **pénalité égale à la moitié de cette somme** sera appliquée en cas de retard de plus d'un quart d'heure.

9-4-3- Infractions aux prescriptions diverses

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 9-4-1 et 9-4-2 ci-dessus et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le Maître d'œuvre des infractions, de l'OPC du CSPS suivant leur domaine d'intervention, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Pénalités pour défaut de signalisation :

En cas de manquement dans la mise en place et la conformité de la signalisation temporaire de chantier, et de défaut du matériel de signalisation, le titulaire du Lot encourt une pénalité journalière fixée à **100 Euros** par constatation d'infraction.

Pénalités pour manquement aux installations de chantier :

En cas de manquement dans la mise en place ou de mauvaises installations, des installations de chantier (local à la disposition du maître d'œuvre, installations hygiène et de santé, etc.), après le début des travaux, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **100 Euros** par constatation d'infraction.

Pénalités pour non déclaration de sous-traitant :

En cas de non déclaration de sous traitant, le titulaire concerné encourt une pénalité forfaitaire fixée à **1 000 Euros** par constatation d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier par le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Pénalités pour non-respect des prescriptions et règles relatives à l'hygiène et la sécurité :

- **100 Euros** par constatation.

Pénalités pour retard dans la remise de documents en cours de chantier :

- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc. ...) : **100 Euros / jour calendaire**.
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : **100 Euros / jour calendaire**.
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : **100 Euros / jour calendaire**.
- Si non communication de fiches produits ou le cas échéant de fiches de données sécurité (FDS) ou de tous autres documents demandés dans la charte de chantier propre, une pénalité de **100 Euros** par produit et par semaine de retard sera appliquée.

Pénalités pour infractions environnementales ou non-respect de la charte de chantier propre :

- Stockage d'hydrocarbures (> 50 l) sans mise en place de dispositif de rétention par cuve et fût - **100 Euros** par stockage constaté.
- Rejets dans les réseaux d'écoulements existants ou dans les zones d'infiltration préférentielles (dolines, cavités) des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants – **100 Euros** par rejet constaté.

- Absence des dispositifs provisoires, dans les zones de travaux, pour permettre la décantation des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel et en particulier à l'amont de tous les points de rejet dans les écoulements naturels (ruisseaux, canaux, ...) – **100 Euros** par dispositif manquant.
- Surcoûts occasionnés par le non-respect du tri sélectif. En plus du surcoût imputé aux entreprises par le prestataire externe, une pénalité de **300 Euros** par infraction sera appliquée à l'entreprise fautive si elle est identifiée, sinon aux entreprises solidairement responsables.
- Si dépôts de déchets hors de la zone d'entreposage des déchets pendant plus d'une journée, la pénalité sera de **300 Euros** par jour constaté de dépôt,
- Si non-respect des horaires du chantier et notamment des interdictions de circuler à certaines heures, la pénalité sera de **300 Euros** par jour où les horaires ne sont pas respectés,
- Si non-respect des niveaux sonores maximaux autorisés, la pénalité sera de **300 Euros** par jour constaté,
- Si non nettoyage du chantier, le nettoyage du chantier par un prestataire extérieur sera facturé à l'entreprise fautive si elle est identifiée ou aux entreprises solidairement responsables. Une pénalité de **300 Euros** sera en outre appliquée de la même manière,
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : **100 Euros / jour calendaire**.

9-4-4- Non-respect des obligations relatives à l'insertion sociale

Suivant article 2-4-4 du présent CCAP.

9-4-5- Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi et repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Stipulations conformes à l'article 37 du CCAG-Travaux.

9-4-6- Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution (DOE et DIUO)

Suivant articles 29.1 et 40 du CCAG travaux.

Les DOE et DIUO ne seront considérés comme « remis » que s'ils sont complets. Tous dossier incomplet sera considéré non remis et les délais de pénalités applicables.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par l'entrepreneur conformément à l'article 40 alinéas 1 à 3 du CCAG-Travaux, une retenue égale à **50 %** des pénalités définies à l'article 9-4.1 par jour calendaire, sans pouvoir excéder **400 Euros** par jour calendaire, ni être inférieure à **100 Euros** par jour calendaire, sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20 du CCAG-Travaux sur les sommes dues à l'entrepreneur.

9-4-7- Inobservations des obligations concernant la sécurité et la protection des travailleurs sur le chantier

- **INOBSERVATION DES OBLIGATIONS RELATIVES AU PORT DU BADGE**
 - l'absence de badge donnera lieu à une pénalité de **50 Euros à l'unité**.
 - la non restitution de badge donnera lieu à une pénalité de **200 Euros à l'unité**.
 - l'absence de déclaration de perte ou de vol de badge donnera lieu à une pénalité de **200 Euros à l'unité**.
- **NON RESPECT DE L'INTERDICTION DE FUMER**

Le non-respect de l'interdiction de fumer dans les locaux fermés donnera lieu à une pénalité de **50 Euros** par infraction constatée.

9-4-8- Inobservation de la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de **500 Euros**, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant du marché.

Article 10**OPERATIONS DE VERIFICATION, RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET****10-1-ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX**

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés des CCTP et du CCTC sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le Maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du Maître d'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage. Dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

10-2- DOCUMENTS A FOURNIR APRES RECEPTION

Suivant modalités prévues à l'article 40 du CCAG Travaux.

10-3- RECEPTION

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la date de réception des travaux sera commune à l'ensemble des lots et la demande de réception est à la charge du lot 1.

10-4- ADMISSION / REFACTION / AJOURNEMENT / REJET

Les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues par le CCAG-Travaux.

Ces décisions sont cumulables avec les pénalités.

10-5- MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE

Aucune disposition particulière n'est prévue.

Article 11**RESPONSABILITE ET ASSURANCES****11-1- GARANTIES****11-1-1- Délais de garantie**

Les délais de garanties sont prévus conformément aux stipulations de l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

11-1-2- Garanties particulières

Les garanties particulières sont définies dans le CCTP 0.

11-2- Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et les entrepreneurs intervenants au marché (y compris les sous-traitants) devront justifier qu'ils ont contracté les assurances nécessaires.

11-2-1- Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

Les titulaires, les sous-traitants et toute entreprises intervenant sur ce chantier doivent être couverts par une assurance garantis par une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

11-2-2- Assurance de garantie décennale – Assurance grand chantier et Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)

Les entreprises en lien direct avec le maître d'ouvrage doivent être couvertes par une assurance de responsabilité décennale.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire du lot n°1 « Gros œuvre » a souscrit pour le compte des intervenants assujettis à la présomption de responsabilité décennale, un « contrat collectif de responsabilité décennale » (CCRD).

Les intervenants sur ce chantier assujettis à la présomption de responsabilité décennale sont ;

- les entreprises en lien direct avec le maître d'ouvrage, c'est-à-dire titulaires d'un contrat de louage d'ouvrage directement avec le maître d'ouvrage (article L.241-1 du Code des assurances) concernés par l'obligation couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil.
- les traitants directs non réalisateurs (Maître d'œuvre, Bureau d'étude sols, Bureau de Contrôle Technique).

Il est rappelé que le CCRD est une deuxième ligne de garantie décennale intervenant après épuisement des polices de 1ère ligne (polices d'activité habituelles des constructeurs dites généralement "polices de base »).

Conformément aux recommandations de la FFSA (circulaires 61-2008 du 18 Décembre 2008 et 57/2010 du 8 Juillet 2010) les montants de garantie des contrats de base des intervenants seront au moins de :

- 10 Millions d'euros par sinistre pour les marchés de travaux concernant la structure et le gros-œuvre dont sont titulaires les " traitants directs" (entreprises en lien direct avec le maître d'ouvrage),
- 6 Millions d'euros par sinistre pour les marchés de travaux concernant les autres lots traitants directs,
- et sont déjà au moins de 3 Millions d'euros pour le Maître d'œuvre, le Bureau d'étude sols, le Bureau de Contrôle Technique.

Article 12	MISE EN DEMEURE
-------------------	------------------------

Dans le cas de prestations non conformes, le pouvoir adjudicateur peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier à l'ensemble des non-conformités constatées dans un délai de 48 (quarante-huit) heures, à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une fourniture normale, le pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités visées à l'article 9-4 du présent CCAP continuent de s'appliquer pendant la période où le pouvoir adjudicateur assure cette fourniture à la place du titulaire.

Article 13	RESILIATION DU MARCHE
-------------------	------------------------------

13-1- RESILIATION POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS LEGALES

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 46 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du DRMP peut entraîner la résiliation du marché par décision du représentant du pouvoir adjudicateur, signataire du marché, aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail conformément à l'article 51 du DRMP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

13-2- AUTRES CAS DE RESILIATION

Il sera fait application des articles 46, 47 et 48 du CCAG-Travaux.

13-3- EFFETS DE LA RESILIATION

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations réalisées avant son entrée en vigueur.

Lorsque le Maître d'ouvrage est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au prestataire les prestations réalisées et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du contrat, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui pourrait éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu obtenir de l'autre partie pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

Article 14	AVENANTS ET DECISIONS DE POURSUIVRE
-------------------	--

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations pourra être subordonnée à une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur, conformément à l'article 118 du code des Marchés Publics et dans le respect des conditions prévues à l'article 20 du même code.

Article 15	REGLEMENT DES LITIGES
-------------------	------------------------------

Les différends et litiges sont réglés conformément aux dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux en vigueur.

15-1- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie des comptes du marché est l'Euro.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

15-2- INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS

En vertu de l'article R.312-11 alinéa 2 du code de justice administrative, les éventuels litiges ou différends concernant le présent appel d'offres n'ayant pas été résolus à l'amiable, pourront faire l'objet d'un recours devant la juridiction suivante ;

Tribunal administratif de Fort de France
Immeuble Roy-Camille
Croix de Bellevue
BP 683 97264 Fort de France

Tél : 05 96 71 66 67 / Fax : 05 96 63 10 08 / Courrier électronique : greffe.ta-fort-de-France@juradm.fr
sera compétent en cas de litige durant l'exécution du marché.

Article 16	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX
-------------------	---

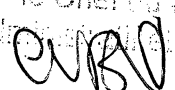
16-1- MAITRE D'ŒUVRE / MAITRE D'OUVRAGE

Sans qu'il soit nécessaire de faire figurer les dérogations correspondantes systématiquement, toutes les fois qu'un Maître d'œuvre est mentionné au présent CCAP, il convient de lire « Maître d'œuvre interne, représentant du Maître d'Ouvrage ».

16-2- DEROGATIONS CCAP/CCAG

Le présent CCAP déroge partiellement au CCAG-Travaux en ses articles ci-dessous énoncés :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
Article 3	Article 4.1 (pièces constitutives du marché)
Article 4-4-1	Article 13.2.1 (notification des paiements et solde)
Article 5-2	Article 11.3 (pas d'avance pour approvisionnements)
Article 6-3-5	Article 31.3 (prise en charge des autorisations administratives)
Article 9.4	Article 20.4 (application des pénalités dès le premier euro)
Article 9.4.1	Article 20.1 (montant des pénalités)
Article 10.3	Article 41.1 (réception commune pour tous les lots et à la demande du lot 1)

Pour le Préfet et par délégation
le Chef du Service
Adjoint Technique

Corinne VÉNÉDICCHIA-BLANCHARD

Fait en un seul original

A Fort-de-France

Le 06.01.2013

Signature de l'opérateur économique
(Nom, qualité du signataire,
apposition cachet commercial)

Maître d'ouvrage : MINISTERE DE L'INTERIEUR - PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE Conducteur d'Opération : Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort-de-France		
Opération : CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT-DE-FRANCE Bld du Général de Gaulle - 97000 - FORT-DE-FRANCE		
Maîtrise d'oeuvre : François MONNET - Gilles LE DRIAN - SCPA DERVAIN-VAN THE - architectes 68 rue Hoche, 93170 BAGNOLET - Tél : 01 43 62 64 22 - Fax : 01 72 71 84 49 Mobiles : MONNET : 06 71 57 59 12 / 06 96 34 56 09 / LE DRIAN : 06 08 53 66 18 332 Le Vieux Moulin de Didier 97200 FORT-DE-FRANCE - Tél 0596 64 84 85 Fax 0596 64 69 56 OTEIS: Bureau d'études 140 Boulevard Malesherbes, 75017 Paris - Tél : 01 56 69 19 40 CETE Ingénierie Résidence Morne Vannier – Eole 2 - 97200 FORT DE FRANCE - Tel 0596 60 99 17 - Fax 0596 63 77 29 Geoff ROOKE consultant parasismique Le Bas Lin, 44119 TREILLIERES - Tél/Fax : 02 51 82 62 48		
PHASE : DCE		ind : g- 04/02/2018
NOMENCLATURE DU NOUVEAU DOSSIER DE CONSULTATION RELANCE POUR LE LOTS -4		
Indice :	Date	Nature
-	22/10/14	Document initial, provisoire
a	15/01/15	Mise à jour et prise en compte partielle des remarques COP décision N°7
b	24/01/15	Mise à jour intermédiaire
c	03/02/15	Mise à jour DCE
d	23/03/15	Mise DCE
e	25/03/15	Mise à jour finale DCE
f	27/07/15	Mise à jour pour nouvelle consultation
g	04/02/18	Mise à jour relance consultation
N° DOS SIER	DESIGNATION	
1	PIECES ADMINISTRATIVES	
1.1	LETTRE CONSULTATION relance lot 4	
1.2	REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)	
1.3	Annexe 1 AU RC : NOMENCLATURE DU DOSSIER DE CONSULTATION	
1.4	Annexe 2 AU RC : ATTESTATION DE MISE A DISPOSITION	
1.5	IMPRIME ATTR11-VALANT ACTE D'ENGAGEMENT (A.E.)	LOT 4 REVETEMENTS
1.6	CAHIER DES CLAUSE ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)	
1.7	ANNEXE 1 AU CCAP : NOMENCLATURE DU DOSSIER DE CONSULTATION	
1.8	Annexe 2 AU CCAP : CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION RECALÉ AU PRÉSENT DCE LOT 4	

	PIECES TECHNIQUES ECRITES		
2	CCTP - DPGF		
	LOT N°	Ind	DESIGNATION
2.1	4	F	CCTP N°0 COMMUN A TOUS LES LOTS
2.2	4		REVETEMENTS CCTP - CADRE DE DPGF
	4.1	b	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES CCTP - CADRE DE DPGF A COMPLETER (1)
	4.2	b	PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX CCTP - CADRE DE DPGF A COMPLETER (1)
	4.3	b	REVETEMENTS CARRELES CCTP - CADRE DE DPGF A COMPLETER (1)
			ANNEXES AU CCTP N°0
2.3		a	TABLEAU DES SURFACES
2.4		c	TABLEAUX DES FINITIONS
			2.4.1 SOLS
			2.4.2 MURS ET PLAFONDS
2.5		-	NOTICE DE CONTINUITE DE FONCTIONNEMENT APRES SEISME
	(1) CADRE DE DPGF en correspondance avec le CCTP		
3	ANNEXES AUX PIECES TECHNIQUES		
3.1	NOTICE ENVIRONNEMENTALE		
	3.10		NOTICE ENVIRONNEMENTALE
	3.11		ANNEXE 1 : CHARTE CHANTIER PROPRE
3.2	ETUDES THERMIQUES		
	3.21		SIMULATION THERMIQUE DYNAMIQUE
	3.22		ETUDE THERMIQUE RTM
3.3	DOSSIER DE SECURITE INCENDIE		
	3.31	i	NOTICE DE SECURITE INCENDIE
	3.32	-	PLANS DE SECURITE INCENDIE
	3.33	c	CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL SSI
	3.34	c	PLANS DE ZONES SSI
	3.35	-	ETUDE DU COMPORTEMENT AU FEU DU PARC DE STATIONNEMENT LARGEMENT VENTILE (PSLV)
3.4	NOTICE D'ACCESSIBILITE		
3.5	NOTICE ACOUSTIQUE		
3.6	PGCSPS		
3.7	RICT DU BUREAU DE CONTRÔLE		
3.8	HYPOTHESES CALCULS-180316		
3.9	CHARGES EXPLOITATIONS LOCAUX		

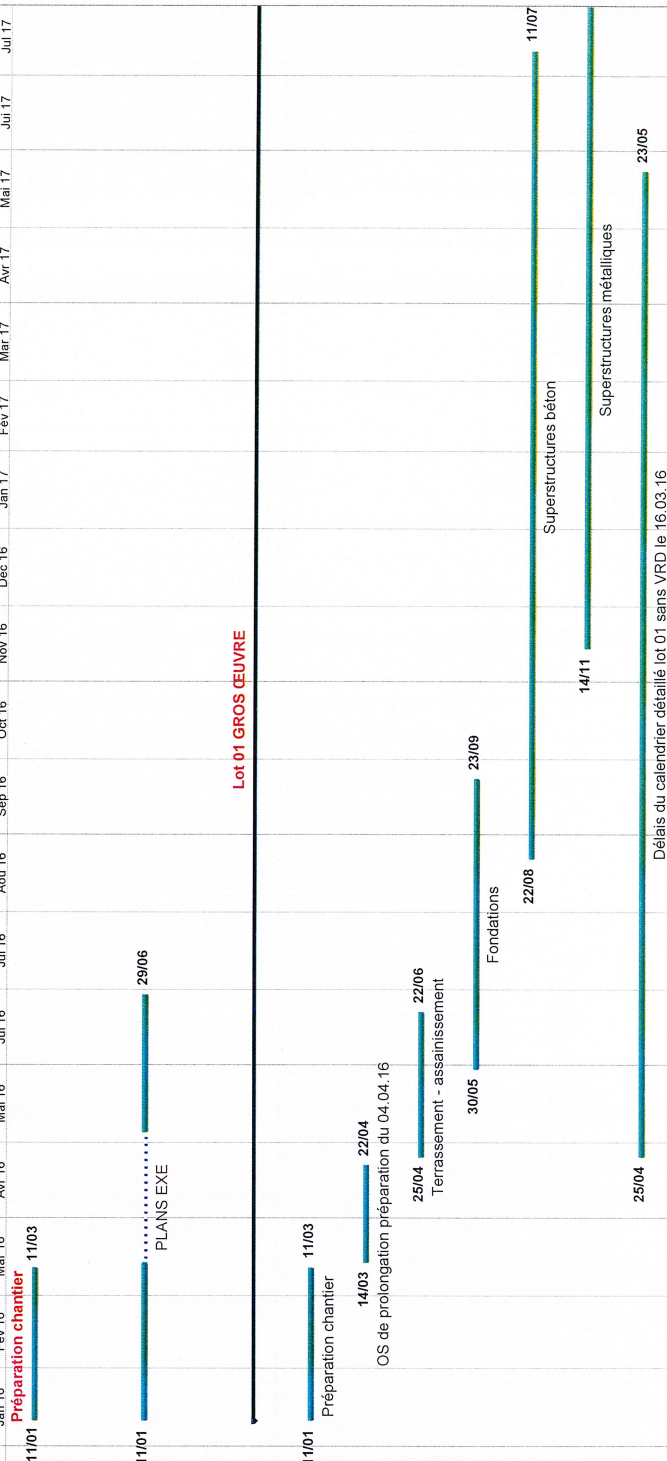
4	PLANS ARCHITECTURAUX	PDF
4.1	PLANS GENERAUX	
	500	b 500-b-PL-MASS-151216
	502-1	p R0-171102
	502-2	p R0-ACCES FELIX EBOUE-171102
	503	h R1-170722
	504	h R2-170722
	505	i 505-i-R3-171030
	506	i 506-i-R4-170728
	507	h 507-h-TOIT-171014
	507-2	f TOIT-IMPOSTES GYM-170717
	508	f P1-P2-280417
	509	f P3-P4-280417
	510	f P5-TOIT-280417
	511	e FAC-CDG-EBOUE-231017 COUPE 1 - FACADE N-O - Rue Félix Eboué
	512	e FAC-CP-MATOUBA-280417 FAÇADE S-O - rue Jacques Cazotte
	513	g FAC-CP-2-3-11-280417
	514	d FAC-CP-4-5-5'-EBOUE-280417
	515	d FAC-CP-6-7-8-9-280417
	516	d CP10-280417
	540	b CARNET-REVETEMENTS-180110
5	PIECES ADMINISTRATIVES A COMPLETER PAR LES ENTREPRISES CANDIDATES	
5.1	Cadre de DPGF à compléter	format tableur (xlsx) - lot 4
5.2	Récapitulatif du dossier d'offre (moyens, références, qualifications , récapitulatif des prestations	format tableur (xlsx)
6	PLANS ARCHITECTURAUX	DWG

Annexe n°2 au CCAP



Ministère de l'intérieur - Préfecture de la REGION MARTINIQUE
Construction
du Nouvel **HOTEL DE POLICE** de FORT DE FRANCE
"Calendrier Prévisionnel d'exécution recalé au présent DCE lot 04 "

N°	Texte1	Nom de la tâche	Durée	Mois -1 Déc 15	Mois 1 Jan 16	Mois 2 Fév 16	Mois 3 Mar 16	Mois 4 Avr 16	Mois 5 Mai 16	Mois 6 Jul 16	Mois 7 Jul 16	Mois 8 Sep 16	Mois 9 Oct 16	Mois 10 Nov 16	Mois 11 Dec 16	Mois 12 Jan 17	Mois 13 Fév 17	Mois 14 Mar 17	Mois 15 Avr 17	Mois 16 Mai 17	Mois 17 Jun 17	Mois 18 Jul 17	Mois 19 Jul 17
1	✓	TCE Préparation chantier	2,14 mois																				
2	☒	Lot 04 Préparation chantier lot 04	1 mois																				
3	✓	TCE-MOE PLANS EXE	4 mois																				
4		Lot 04 PLANS EXE lot 04	1 mois																				
5		SIMP Lot 01 GROS ŒUVRE	38,62 mois																				
6	✓	TCE Préparation chantier	2,14 mois																				
7	✓	TCE OS de prolongation préparation du 04.04.16	29 jours																				
8	✓	cdc Terrassement - assainissement	2 mois																				
9	✓	BACHY Fondations	4 mois																				
10	✓	SIMP Superstructures béton	11 mois																				
11	✓	BAUDIN Superstructures métalliques	9 mois																				
12	✓	BACHY-BJ Délais du calendrier détaillé lot 01 sans VRD le 16.03.16	13,42 mois																				
13	☒	Lot 01 Reste à faire du lot 01 et reprise charpente (non confirmé à la date du 05.02.18)	3,66 mois																				
14	☒	Lot 01 Reste à faire du lot 01 R+5 (confirmé à la date du 09.02.18 hors bloc 3)	0 mois																				
15	☒	Lot 01 Reste à faire du lot 01 et reprise sol (non confirmé à la date du 05.02.18)	1 mois																				
16	☒	cdc VRD	6 mois																				
17	☒																						
18		INDEX Lot 05 CVC - PLOMBERIE	17,13 mois																				
19	☒	INDEX Canalisations	9 mois																				
20	☒	INDEX Pose appareillages	5 mois																				
21	☒	INDEX Essais	2 mois																				
22		EGER Lot 06 ELECTRICITE	17,13 mois																				
23	☒	EGER Incorporations	9 mois																				
24	☒	EGER Pose appareillages	5 mois																				



Lot 01 GROS ŒUVRE

Lot 02 CLOS COUVERT

09/02 Etanchéité 07/06

09/05 Toiture 06/08

09/05 Menuiseries extérieures 04/09

09/05 Façades légères 04/09

04/06 Serrures 28/09

27/11 Pose appareillages 23/04

27/03 Essais 24/05

Lot 04 REVETEMENTS

06/07 Carrelages 30/11

03/10 Faïences 29/01

05/11 Sols souples 01/04

03/10 Peintures 27/05

Lot 03 AMENAGEMENTS INTERIEURS

06/08 Cloisons 31/12

15/10 Menuiseries intérieures 07/05

04/09 Faux plafonds 28/03

27/02 Signalétiques 26/04

Lot 07 ASCENSEUR

09/02 Fabrication 07/06

07/06 Livraison 06/08

06/08 Pose ascenseur 30/11

26/04 Essais divers 27/05

27/05 OPR TCE 24/07

Réception 24/07